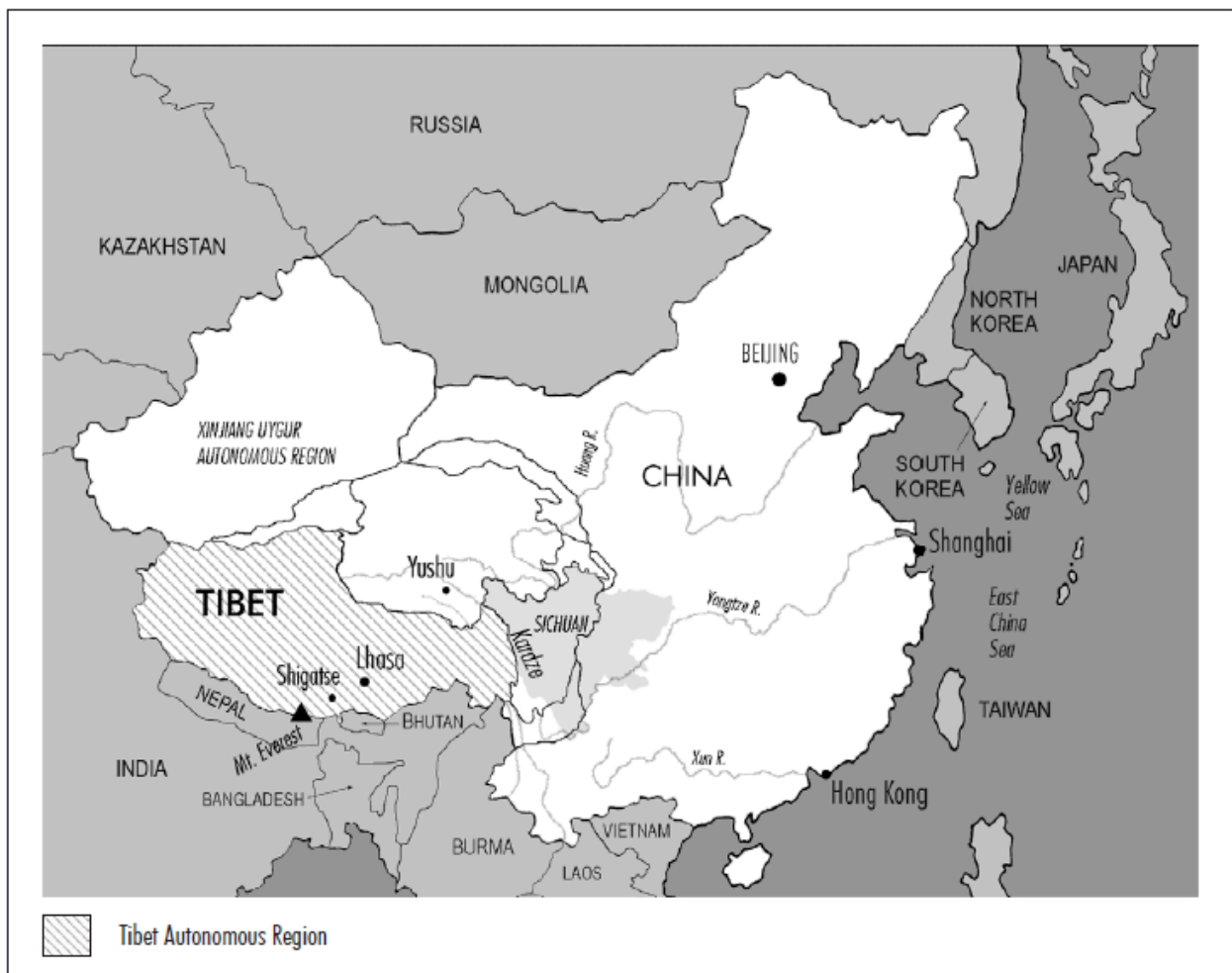


Les Tibétains se considèrent plutôt comme une nation occupée que comme des « populations autochtones », bien qu'ils partagent des traits communs avec ces dernières. Le Tibet a été placé sous contrôle total par la République Populaire de Chine en 1959. Le soulèvement populaire qui eut lieu dans la capitale tibétaine de Lhassa le 10 mars 1959 provoqua la fuite du chef spirituel et politique du Tibet, le 14^e Dalaï Lama et avec lui, celle de milliers de Tibétains partant pour l'exil. Le Dalaï Lama a constitué un Gouvernement Tibétain réfugié en Inde, tandis que le Tibet subissait l'occupation chinoise. Les quelque 127000 Tibétains en exil représentent environ 6 millions de personnes, dont environ la moitié vit dans ce que les Chinois ont appelé la TAR, ou « Région Autonome du Tibet ». L'autre moitié vit dans les régions autonomes de l'Est, réparties entre différentes provinces chinoises.

Un développement sans les gens

Un très fort tremblement de terre a frappé la ville tibétaine de Kyegu à l'Est du Tibet le 14 avril 2010, provoquant la mort d'au moins 3000 personnes et laissant quelques 100 000 sans-abri. Selon un rapport provenant de la Campagne Internationale pour le Tibet (ICT), les autorités chinoises ont annoncé que, sur une surface qui comprend plus de 90% de la population tibétaine, on reconstruisait Kyegu comme une destination touristique, avec un nom chinois. D'après des nouvelles alarmantes qui s'intensifient, on apprend l'exclusion totale des Tibétains et des Organisations Gouvernementales des activités de reconstruction, ainsi que le rasage des monuments historiques qui auraient survécu au tremblement de terre. Des informateurs dans la région ont informé le bureau ICT que de multiples projets de reconstruction avaient été soumis malgré les protestations des Tibétains contre chacun d'eux, et le refus opposé par les habitants. Les officiels ont répondu que seules les autorités de Pékin étaient responsables de la planification. Selon un rapport de la radio « Free Asia » en juin, des centaines de Tibétains ont manifesté après que les officiels ont commencé de les chasser de leurs terres, sous le prétexte de meilleures relocalisations pour la scolarisation des enfants, l'installation de bureaux gouvernementaux et de parcs. De nombreuses familles tibétaines ont refusé d'accepter les propositions du gouvernement chinois qui leur offre des maisons neuves plus petites que les leurs en échange de leurs terres. Tout laisse à croire que les Tibétains qui ont tout perdu dans le tremblement de terre et qui tentent de survivre, seront écrasés par les nouveaux migrants chinois.

La réponse du gouvernement chinois au tremblement de terre est caractéristique de ses relations avec les populations tibétaines. Pékin a investi des sommes considérables en personnel et en ressources pour le développement du Tibet, pour les transports, et a commencé en septembre l'extension de la ligne de chemin de fer contestée, la 'Qinghai-Tibet Railway' qui doit relier la deuxième plus grande ville du Tibet central Shigatsé, à Lhasa. Pékin semble penser qu'une fois le Tibet développé, les Tibétains accepteront la domination chinoise. Mais les Tibétains sont exclus de toute participation active au développement de leur pays, et pour 80% de ceux qui vivent dans les régions rurales, les bénéfices leur sont inaccessibles.



Restrictions sur la culture et la religion

Les Tibétains se sentent marginalisés et sont constamment en bute à de nouvelles vexations concernant l'expression de leur culture et de leur religion. En tirant ses conclusions au sujet de la délocalisation massive et du relogement forcé des nomades tibétains, le Rapporteur spécial des Nations Unies concernant le Droit à la subsistance, a déclaré au gouvernement juste après sa visite en

Chine en Décembre, que les nomades ne devraient pas être forcés de vendre leur bétail et de se sédentariser.

Le Cinquième forum de travail sur le Tibet a été tenu à Pékin en janvier, et à la différence des premiers forums de travail, il incluait toutes les aires tibétaines¹. Bien que l'on ne sache que peu de choses sur ce qui s'est passé, les autorités semblent avoir reconnu que le fossé entre riches et pauvres s'aggravait et elles ont indiqué qu'elles se concentraient sur l'amélioration des moyens d'existence dans les régions rurales. Cependant, elles n'ont toujours pas reconnu le droit des populations à déterminer elles-mêmes la nature des améliorations en question.

Lorsqu'en octobre, le gouvernement a proposé que tous les livres de classes et les leçons de l'école primaire soient écrits et enseignés en langue chinoise à partir de 2015, des milliers d'étudiants tibétains sont descendus dans la rue pour manifester, tandis que plus de 300 professeurs écrivaient aux autorités pour exiger qu'on retire cette loi. Le renforcement du chinois mandarin à travers le Tibet comme première langue aura un impact dramatique sur la vie des Tibétains et est en opposition à la Constitution chinoise, ainsi qu'aux lois nationales et internationales. Le 25 novembre, le Parlement européen a adopté une résolution pour soutenir la langue tibétaine et condamner le projet.

Le bouddhisme tibétain et les communautés monastiques ont eu aussi à se confronter à plusieurs attaques cette année. En septembre, l'Administration de l'État pour les Affaires Religieuses a promulgué des règles qui font obstacle à l'expression du bouddhisme tibétain traditionnel et qui fournissent au gouvernement des instruments légaux et puissants pour contrôler les institutions monastiques. Ces règlements sont destinés en tout premier lieu à circonvenir l'influence du Dalai Lama et d'autres leaders religieux bouddhistes du Tibet.

Suppression du droit d'opinion

Selon le rapport annuel du Centre Tibétain pour les Droits de l'Homme et la Démocratie (TCHRD), la situation concernant ces droits fondamentaux n'a pas évolué en 2010. On en a reçu confirmation dans le rapport de l'Observatoire des Droits de l'Homme (Human Rights Watch) en Chine en 2011².

Fin 2010, il y avait 831 prisonniers politiques connus au Tibet, et 188 Tibétains ont été arrêtés et détenus, pour avoir dans la majorité des cas simplement exprimé leur inquiétude pour le Tibet. Bien que la Chine ait banni la torture en 1996, des rapports réguliers attestent qu'elle est toujours pratiquée régulièrement dans les prisons.

L'un des cas les plus connus est celui du militant pour l'environnement, Karma Samdrup, personnalité renommée, détenu avec quelques-uns de ses

proches parents. Selon l'Associated Press, une cour de justice a rejeté le 2 août son appel contre une condamnation à 15 ans de prison qui lui a été infligée pour vols. Les accusations en question dataient en réalité de 1998 et n'avaient pas été reprises depuis 2010. Des soutiens de l'accusé ont déclaré que ce procès avait en fait pour but de punir Karma Samdrup pour avoir tenté de défendre ses propres frères, détenus avec lui. Ses frères avaient accusé de leur côté des officiels chinois de détruire des espèces animales en danger. L'aîné des frères est emprisonné pour cinq ans, pour le crime de « division du pays ». Le plus jeune accomplit 21 mois de rééducation par le travail pour avoir « porté atteinte à la sécurité nationale ».

Cette année, les mesures de répression contre les intellectuels se sont aggravées. Par exemple, Kalsang Tsultrim a été arrêté sous le chef d'accusation d' « erreur politique ». Il a composé et distribué 2 500 DVD pour discuter de l'histoire du Tibet et diffuser des enregistrements concernant les Tibétains. Trois écrivains tibétains ont été emprisonnés pour « incitation à la division de la nation ». La véritable raison est qu'ils ont publié dans une Revue locale (The Indigenous World 2009) au sujet des manifestations de 2008. Un autre Tibétain a reçu une condamnation à deux ans de prison pour ce que les autorités chinoises décrivent comme : « liens avec des forces séparatistes extérieures ». On a signalé le cas de plusieurs prisonniers condamnés pour des peines de longue durée qui sont en très mauvaise santé ; parmi eux Jigme Gyatso, ancien moine, emprisonné pour 18 ans au motif « d'activités contre-révolutionnaires ». On a rapporté le suicide, en novembre, d'un prisonnier au moins, un moine âgé de 48 ans, Lobsang Palden.

Le Dalaï Lama et la Chine en état de division profonde

En janvier 2010, les envoyés spéciaux du Dalaï Lama se sont rendus en Chine pour une série de pourparlers d'une durée de neuf mois. Le Dalaï Lama espère que ces rencontres aboutiront à l'autonomie pure et simple pour le peuple tibétain. A leur retour, les envoyés ont conclu dans un communiqué de presse « qu'ils ne voyaient aucune raison pour qu'on ne trouve pas de terrain d'entente », et ils ont proposé « un effort commun pour étudier la réalité sur le terrain », et pour aider les deux parties à faire chacune un effort d'avancée vers le point de vue de l'autre³. Le Vice-Président du « Département du Front Uni du Travail » du Parti Communiste qui a rencontré les envoyés, a laissé moins d'espoir à l'optimisme, en déclarant à la presse de Pékin qu'il n'y avait aucune possibilité pour le plus petit compromis possible à propos de la question de la souveraineté du Tibet, et que les deux parties étaient « profondément divisées...comme d'habitude ».⁴

Selon l'agence Xinhua News, le 2 février, à la question de savoir ce que deviendrait le Tibet après la mort du Dalaï Lama, un officiel chinois a répondu

que le Tibet conserverait sa ligne, avec ou sans le Dalaï Lama. Dans une autre conférence de presse qui a eu lieu un peu plus tard la même semaine, un porte-parole du Ministère des Affaires étrangères s'est fortement opposé à l'idée de toute rencontre éventuelle entre des politiciens étrangers et le Dalaï Lama, en se référant probablement à la rencontre qui était programmée entre le président Obama et le Dalaï Lama et qui a eu lieu en février, au cours de laquelle le président Obama a exprimé son « appui fort » en faveur de l'identité tibétaine et de la protection des droits de l'homme au Tibet.

Le Monde entier s'incline devant la Chine

En décembre, le Népal et la Chine ont conclu un accord de sécurité pour empêcher les Tibétains d'entrer au Népal par les régions frontalières. Ce n'est que le dernier développement des relations très proches qu'entretiennent les deux pays. En violation de l'accord népalais de « Gentlemen Agreement » signé avec le Haut-Commissariat des Réfugiés des Nations Unies⁵, trois Tibétains réfugiés ont été réexpatriés de force par la police népalaise en juillet et en octobre. La police népalaise a interrompu brutalement les sondages préliminaires pour les élections du Premier Ministre du Gouvernement Tibétain en exil, en confisquant les urnes qui contenaient déjà des milliers de bulletins.

La plupart des gouvernements dans le monde privilégient leurs relations avec la Chine et ne maintiennent pas leurs protestations contre la Chine en ce qui concerne le respect des droits de l'homme au Tibet et l'exigence de négociations avec le Dalaï Lama. Le Parlement européen continue de soutenir le Tibet mais ne dispose d'aucun moyen de pression sur la Chine. Le Tibet et les organisations des droits de l'homme continuent de fournir des rapports sur les violations des droits des Tibétains et de faire des pressions sur les politiciens pour qu'ils passent à l'action.

Notes

¹ Région Autonome du Tibet et régions tibétaines orientales incorporées maintenant dans les provinces chinoises.

² <http://www.hrw.org/en/asia/china>

³ <http://www.tibet.net/en/index.php?id=1368&articletype=flash&rmenuid=morenews&tab=1#TabbedPanels1>

⁴ Communiqué de presse de la Campagne internationale pour le Tibet, 2 février 2010.

⁵ Selon ce « Gentlemen Agrément », les Tibétains saisis par la police au moment de franchir les frontières doivent être mis entre les mains du Département Népalais de l'Immigration, qui doit à son tour entrer en contact avec l'UNHCR.

*Source: IWGIA, The Indigenous World 2011
Traduction en français par le GITPA*